

Table ronde 3

Mobilité géographique : vers une émancipation des jeunes

Sommaire

Mobilité géographique : vers une émancipation des jeunes	1
Frédéric PAIRAULT Délégué général ANACEJ	2 2
Françoise DORE Déléguée générale de Cotravaux et trésorière du CNAJEP	2 2
Damien JOGUET Chargé de mission mobilité internationale et engagement des jeunes pour le CRAJEP Centre Val de Loire	5 5
Aline COUTAREL Secrétaire nationale aux questions de formation et d'accompagnement des sections MRJC	7 7
Régis PERROT Directeur territorial LADOM Auvergne, Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté	10 10
Echanges avec la salle	13

Frédéric PAIRAULT
Délégué général ANACEJ

Bonjour à toutes et tous. Je suis Frédéric Pairault. Je suis le délégué général de l'ANACEJ, l'Association Nationale de la participation à des Conseils d'Enfants et de Jeunes, qui est partenaire du département de l'Allier depuis sept ans sur l'organisation de ces Neuj'Pro. Je vais être médiateur de cette table ronde dont la thématique est « Mobilité géographique, vers une émancipation des jeunes ».

Sur ce thème particulièrement dense et vaste, nous aurons quatre intervenants :

- Françoise Doré, Déléguée générale de Cotravaux et trésorière du CNAJEP, la Coordination Nationale des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire ;
- Régis Perrot de LADOM, l'Agence De l'Outre-Mer pour la mobilité sur la région Auvergne, Rhône-Alpes, Bourgogne et Franche-Comté ;
- Aline Coutarel, secrétaire nationale aux questions de formation et d'accompagnement au mouvement rural de la jeunesse chrétienne ;
- Damien Joguet, chargé de mission mobilité internationale et engagement des jeunes au CRAJEP Centre Val de Loire.

On va commencer par une intervention de Françoise. Les quatre intervenants feront leurs propos les uns après les autres. Après, l'idée, c'est d'être dans un échange avec la salle entre leurs interventions, les réactions qu'il pourrait y avoir entre eux et les questions que vous pourriez avoir envie de leur poser. Je passe la parole à Françoise pour une intervention d'une quinzaine de minutes.

Françoise DORE
Déléguée générale de Cotravaux et trésorière du CNAJEP

Bonjour à tous. Je vais essayer de ne pas tout dire, comme ça, on gardera plein de questions et je pourrais réagir à ceux qui passent après, car je ne sais pas ce qu'ils vont dire. Françoise Doré, je suis déléguée d'un réseau d'acteurs du travail volontaire. C'est un peu lourd à porter, ce concept de travail volontaire. Ce sont des associations qui se réunissent au sein de Cotravaux, associations nationales et régionales, qu'on connaît beaucoup sur les différents territoires au travers de chantiers internationaux de jeunes bénévoles qu'elles organisent, mais aussi de volontaires qui peuvent être accueillis sur les territoires. Il y a aussi de la mobilité puisque c'est le thème de notre atelier, faire bouger les jeunes ou faire que des jeunes sortent de leurs différents lieux de vie pour aller vivre des expériences ailleurs, c'est un petit peu le moteur de nos associations.

En même temps, ce n'est pas le propos d'aujourd'hui, mais ces associations en dehors du chantier, en dehors des volontariats dans des cadres européens, nationaux ou internationaux, sont des associations qui, sur les différents territoires, peuvent être des lieux d'accueil et de vie, des lieux pour accueillir des classes de découverte, des chantiers-écoles. Je ne vais pas me lancer dans cette liste-là, mais voilà un petit peu ce réseau très hybride, si je me rappelle la conférence de ce matin, qui essaye à travers les projets — c'est le cœur de cette table ronde — faire que l'on puisse vivre des expériences en dehors de chez soi, qu'il puisse y avoir de l'imprégnation en accueillant des jeunes qui viennent du monde entier sur des actions. C'est ce qui fait un peu bouger le curseur. Du coup, avoir une possibilité de changer un peu la donne.

Le mot émancipation, je trouve qu'il est plutôt chouette parce que souvent on parle de l'autonomie, de la prise de responsabilité. La mobilité géographique, on dirait que ce n'est

pas une fin en soi, c'est important. C'est ce qui va permettre d'avoir une mobilité psychologique, de faire en sorte qu'on va changer un peu la donne, changer peut-être un peu le déterminisme que l'on connaît. On est chez soi, peut-être dans un quartier ou dans une commune plus rurale et on a l'impression que rien ne va bouger, que des choses vont se reproduire, c'est comme ça, et on est voué à vivre des choses sans changement. L'intérêt de ces expériences et de cette mobilité, c'est de se mettre dans d'autres lieux, dans d'autres situations où on va prendre conscience de ses potentialités, de ses capacités, de la façon de pouvoir être un peu plus autonomes. Ce qui nous intéresse, c'est qu'au retour, on en fasse quelque chose.

La transformation n'est pas le moment du vécu de l'expérience, mais que ça modifie ce déterministe, ça modifie cette donnée qui paraît immuable. On va peut-être apporter chez soi, dans sa famille, mais aussi auprès des copains et des copines qui n'ont pas bougé, des choses qui vont faire qu'on va partager le fait qu'on peut rêver, qu'on peut changer les choses.

Ce qu'il y a derrière cette mobilité qui nous intéresse, quelle que soit la raison qu'une mobilité géographique s'exerce, c'est le sens qu'on donne à cette mobilité qui est intéressante. Bouger pour bouger, je ne dis pas que ça ne rapporte rien, c'est sans doute une belle aventure, mais peut-être que donner du sens à cette mobilité est aussi important dans la mesure où on y cherche chacun des choses différentes. On va circuler pour avoir du voyage, rencontrer d'autres personnes, se faire déranger, mais en même temps, il faut surmonter les peurs, il faut surmonter l'inconnu. Il y a nécessité de donner une valeur ajoutée à ce déplacement. C'est vrai que ce soit à travers une expérience de volontariat, le chantier de bénévoles, des expériences beaucoup plus longues, c'est aussi ça, mais d'autres pourraient en parler dans le champ de l'insertion professionnelle ou d'immersion professionnelle différente. Je pense que c'est ça qui donne une valeur ajoutée à cette mobilité géographique.

Pour être assez court et dans le temps, je me suis replongée, en venant à cette table ronde, dans différentes expériences au-delà du chantier de bénévoles. Qu'est-ce qui s'est produit ces dernières années ? On a vu des expérimentations qui ont donné un sursaut à des possibilités d'expérimenter et de mettre en place des projets qui portaient sur des finalités d'insertion sociale ou professionnelle. D'autres, l'international puisque c'est devenu un mantra depuis le plan Priorité jeunesse, depuis 2013-2014, d'avoir justement une volonté beaucoup plus délibérée, d'avoir une mobilité internationale et européenne. Ce que je disais au départ, la mobilité, c'est avant tout sortir de chez soi et aller vivre des expériences ailleurs. Le sens de cette mobilité géographique vient par le voyage qu'on fait.

On considère qu'elle peut aussi venir par le chantier international accueilli à côté de chez soi, de voir que des gens ont fait un déplacement d'espace et en même temps, parfois, sans connaître la langue. C'est souvent la clé quand on fait de l'international. Tu ne connais pas l'anglais, tu ne connais pas l'espagnol, tu ne connais pas une autre langue, reste chez toi, tu ne peux pas. Ce qui est intéressant c'est de se dire qu'en voyant des jeunes qu'on a accueillis chez soi, ils ont été capables, ils ont surmonté sans connaître un maître mot de français, ils ont fait ce déplacement, est-ce que je peux oser bouger.

A travers les expérimentations que mes collègues membres de Cotravail ont essayé de faire, c'est d'étendre cette possibilité de mobilité géographique, et même temps de travailler auprès de publics dits plus éloignés de la mobilité, de faire en sorte de déverrouiller les freins qui sont souvent la première difficulté à surmonter. C'est ce que je viens de dire sur la langue. C'est aussi ce que je n'ai pas dit, le regard des autres : « Ah bon ? Toi, tu vas faire cela, mais tu blagues quoi ? Ce n'est juste pas possible que toi, tu as envie de faire ça. Pourquoi tu le ferais ? ». La famille aussi qui peut dire, c'est quoi cette expérience qu'on connaît mal ou qu'on ne connaît pas du tout. Qu'est-ce qu'elle va produire ?

Ça crée un regard qu'il faut dépasser, parce que si les autres ne nous aident pas à oser, on va peut-être rester chez soi. Des freins sur la peur de l'inconnu, je le dis volontiers, on vient d'accueillir une jeune volontaire en service civique. Elle est partie juste

dans les Hauts-de-France, mais l'idée d'aller faire une action avec d'autres collectifs, ça l'a fait flipper à mort. La veille, on s'est dit, elle ne va pas partir, elle va nous lâcher. Une jeune bien dans sa peau, bien dans sa tête, mais dans une zone de confort qui faisait qu'elle n'envisageait pas sereinement de partir et de se mettre dans ce collectif qui allait se créer, car on est dans des actions plutôt collectives. La peur de l'inconnu, la peur de se retrouver dans des lieux, on vient de la ville on va à la campagne, et de la même façon, de la campagne, on va à la ville, on se dit que ce sont des paris fabuleux. Si on veut qu'il y ait de la rencontre et que des choses bougent, si on veut que le fameux curseur bouge, c'est créer du brassage, du mélange. On se dit grandeur nature, il y a plein de choses qui rendent les impossibles, possibles.

Sur des outils qui ont pu être développés, des associations ont développé de la préparation en palier. Dans le cadre d'une des associations comme Rempart, Solidarité Jeunesse, je vais travailler avec les missions locales, je vais travailler avec des temps d'information large. Après, je mets des paliers avec des journées d'immersion et de découverte. Découvrir ce que c'est de faire un travail ensemble. On se met en situation collective. Pour certains, c'est une journée, pour d'autres, c'est autour d'un week-end. On se met en situation et on voit si en grandeur nature, on est capables d'aller un peu plus loin.

Avoir des temps de préparation avec des professionnels, à savoir des éducateurs, des conseillers jeunesse, de façon que ceux qui accompagnent les jeunes dans leur projet, soient en capacité d'y croire eux-mêmes parce qu'ils ont parfois douté. Ils se disent, mes jeunes viennent avec trop de difficultés pour franchir les obstacles. C'est intéressant de se mettre en situation et de développer des informations qui mettent en confiance ceux qui accompagnent les jeunes dans leur projet et les remettre en selle à des moments de doute. Il y en a des moments de doute dans la préparation. Quand on commence bien avant un projet de mobilité, il faut être sûr de ne pas perdre. Il y a toujours de la perte, mais il faut qu'elle soit la plus faible possible.

Autre type d'outil, les outils sont assez multiples et pas toujours partagés, entre des questionnaires avant, des questionnaires après, des questionnaires six mois après. Passé six mois, j'ai compris que c'était très difficile que ceux qui ont mis en place des questionnaires un an après. Soit on les a perdus de vue, soit ils ont changé de lieu, soit ils ont repris un parcours de formation ou un travail. Du coup, on a beaucoup plus de difficultés à avoir ce retour, sauf quand il reste des relations personnelles. J'en ai croisé quelques-uns récemment pour me dire que c'est chouette de savoir qu'un projet qui a démarré en 2015, avec des jeunes, jamais on n'aurait pensé qu'ils puissent arriver jusque-là, voire d'être animateur de chantier dans l'Allier, alors que leur profil loulou de quartier les mettait un peu loin de tout ça. Ils ont trouvé à travers le projet et l'association, un lieu où ils reviennent pour se retrouver, échanger et continuer à partager.

C'est plutôt chouette. Au-delà des étapes des questionnaires, certains ont mis en place des tutoriels linguistiques qui, à ma connaissance, méritent des ajustements encore. J'ai compris qu'en 2017, l'outil n'était pas parfait. Ce sont des choses qui permettent de renforcer la capacité à bouger, à aller au-delà de soi-même.

Je donnais un exemple de jeunes qui ont participé à un projet. C'étaient des jeunes du 93. Ils sont allés sur plusieurs délégations en région Franche-Comté, Auvergne, pour terminer par un temps de volontariat de six semaines en Ecosse. Tout ce parcours qu'ils ont fait pendant six mois a été une façon de se dépasser et de prendre conscience qu'on était capable de se remettre sur des rails, de repartir sur des formations techniques, de prendre conscience qu'on avait en soi des potentiels, qu'on avait en soi des possibilités, alors qu'on était en échec scolaire, on avait en soi des manières de continuer la route. Pour l'association, c'est avoir un rôle à jouer dans les moments de doute et dans les moments de retour. Quand on revient avec des situations familiales difficiles, on continue. Il y a des gens qui continuent à dire, il faut y croire, il faut continuer et de ne pas rester dans un moment de faiblesse pour continuer.

Frédérick PAIRAULT

Merci Françoise. Donner du sens à la mobilité, en faire une valeur ajoutée, pas forcément au bout du monde, ce sont des points sur lesquels on pourra revenir. Damien Joguet va se présenter un peu plus longuement que ce que j'ai dit tout à l'heure.

Damien JOGUET

*Chargé de mission mobilité internationale et engagement des jeunes pour le CRAJEP
Centre Val de Loire*

Bonjour à toutes et à tous. Damien Joguet, je travaille pour le CRAJEP. C'est la déclinaison en région du CNAJEP pour ceux qui étaient à la précédente conférence avec Audrey. On est un Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire. On regroupe différents réseaux qui travaillent autour de la jeunesse, le réseau des foyers de jeunes travailleurs, le réseau des MRJC. On est plus une instance de coordination et d'animation de différents réseaux et de représentation auprès des pouvoirs publics sur les politiques publiques dans le champ de la jeunesse. Je vais plus vous parler de la mobilité européenne et internationale suite principalement à un projet. Je vais partir d'un dispositif et développer autour.

C'est à l'initiative du Fonds européen jeunesse de plateforme régionale de la mobilité des jeunes, pour favoriser la mobilité des jeunes puisque le constat était que très peu de jeunes se saisissent des dispositifs ou qui ont accès à des volontariats ou à des mobilités internationales, que ce soit à court terme ou à long terme, puisqu'on peut définir différents types de mobilité, selon le parcours du jeune et selon les différents objectifs qu'il se donne dans son parcours. On a monté cette plateforme avec deux autres partenaires, le CRIJ de la région Centre, le réseau information jeunesse, et S'entraider, une plateforme multiréseaux au niveau de la région Centre, mais qui s'occupe plus de la question de solidarité internationale. Elle travaille beaucoup avec les collectivités locales et tout ce qui est jumelage.

On était trois têtes de réseau pour monter cette plateforme autour de trois grands axes :

- l'information auprès des jeunes et auprès des professionnels ;
- la formation des professionnels de tout type de structures qui a un lien ou un champ jeunesse ;
- l'accompagnement.

Au niveau du CRAJEP, on a travaillé sur le volet information, formation des acteurs. On a lancé des initiatives dans chaque département, des petits-déjeuners de l'information et des petits-déjeuners de la mobilité pour informer sur les différentes possibilités de dispositifs, de partenariat et les différentes formes de mobilité possibles, individuelles ou collectives pour des jeunes. Suite aux besoins qu'on avait pu recenser sur le territoire, on a monté des formations plus techniques, plus accès selon les spécificités des structures qui voulaient s'engager dans ce type de démarche. Concrètement, une plateforme s'est montée en Eure-et-Loir. Elle a intégré le réseau information jeunesse, le FJT qui était porteur du projet, les missions locales, des éducateurs de la prévention, le CCAS. C'était vraiment multi-acteurs pour monter une coordination et des temps d'échange là-dessus.

Ça a abouti à un chantier de solidarité en Ukraine. Ce n'est pas la finalité, mais c'était un outil pour permettre à des jeunes plus éloignés de la mobilité, qui n'ont pas forcément accès à ce type de mobilité, à vivre une mobilité, à se préparer en amont, pendant, la vivre, et avoir un accompagnement au retour. Ça faisait écho ce matin, en tout cas pour moi, sur l'hybridité et la construction de partenariats. Il y a eu de vraies rencontres de cultures

professionnelles, des approches pédagogiques et éducatives éloignées, mais qui peuvent se rapprocher et trouver des angles communs. Le but, c'est le jeune et son parcours, comment on peut construire avec lui et l'accompagner dans son parcours. C'était vraiment au cœur de ces échanges dans ce département. Ça a donné envie à beaucoup de structures de se lancer dans des projets de mobilité pour les jeunes qu'ils accompagnent. On parle beaucoup, mais si un jeune ne peut pas se déplacer localement, comment il passera six mois en Espagne ou en Italie.

Un des points importants que je souhaite soulever dans cette présentation, c'est le côté démultiplicateur qu'une mobilité peut amener chez un jeune, un déclic psychologique. On parlait des freins psychologiques. Il y a eu des effets sur les douze jeunes partis en chantier, qui sont dans leur zone de confort parce que ce sont des jeunes en grande précarité. Le retour six mois après et le suivi, certains se sont remobilisés autour d'un projet de formation, autour d'un projet de recherche de travail. Ils ont gagné en estime de soi. Certains ont décroché des boulots. Ça m'a bluffé quand on a eu les retours. C'est une satisfaction pour les partenaires, pour la Mission locale qui suivait ces jeunes en partenariat avec le foyer de jeunes travailleurs. Ce sont des réussites qui démultiplient les effets sur le jeune, sur le partenariat mis en place et sur l'accompagnement. Ça révèle des choses et ça accélère ces différents leviers. Sur des actions ciblées, ça a eu un effet très positif. Ça continue aujourd'hui. Ce sont des expériences très positives. Ça ne se passe pas toujours comme ça, mais ce fut le cas.

Je vois ça comme un passage à un rite d'initiation. Ça revient beaucoup dans le discours, l'approche globale, l'approche pragmatique, mais pour les pouvoirs publics, c'est beaucoup la question de ce que cela va apporter en termes d'insertion professionnelle, socioprofessionnelle. C'est un des grands enjeux, un des grands objectifs qu'ils attendent de ce type d'action. De l'autre côté, on a ce côté éducation populaire sur l'épanouissement du jeune, comment il va sentir, comment il va se renforcer, comment ça va améliorer son être et s'émanciper. C'est une des valeurs qui n'est pas nouvelle du côté éducation populaire et dans les associations de jeunesse. Ça peut être mis en avant, mais ce n'est pas antinomique avec l'insertion socioprofessionnelle. Les deux se travaillent et se complètent.

C'est pour ça qu'il faut avoir un discours. Je m'en suis rendu compte au fil de ce projet qui a duré 22 mois. Quand on me dit que trois ans pour créer un partenariat, c'est court, je comprends beaucoup de choses. Ce vocabulaire et ce discours, comment l'adapter en fonction des différents partenaires avec qui on travaille. Il y a une façon. Il faut se trouver des codes communs et un discours qui réunissent ces différents objectifs en un seul. Construire, ça prend du temps. Ça nous prend encore du temps. La plateforme est officiellement finie, mais on continue à travailler là-dessus. On essaye vraiment de construire ensemble un projet sur lequel on peut se comprendre sur le fond et sur la forme.

L'accompagnement se fait bien en amont, pendant et après, avec chacun des outils très différents. Il en existe pléthore. Comment valoriser ce qui s'est passé durant une mobilité ? On peut préparer au choc culturel, à ce qui va se passer. Après le vécu de la mobilité, il y a le choc d'avoir vécu une mobilité. Il y a des outils d'accompagnement et de valorisation. Chacun peut les adapter. C'est important de mettre en place un processus de débriefing, d'analyse de ce qui s'est passé. Une mobilité touche à plusieurs types de compétences, de capacités, d'aptitudes, qui ne sont pas forcément révélés tout de suite après la mobilité, mais qui peuvent être travaillés et accompagnés avec un éducateur, un animateur.

Ça peut renforcer le jeune dans son projet et dans son parcours. La mobilité, ça reste un outil. Ça s'inscrit dans un processus et dans un parcours du jeune. Les effets sont plutôt intéressants. Les différents partenaires sont demandeurs d'avoir des espaces de rencontres et d'échanges. Chacun peut faire son projet, mais quand a quelque chose de plus régional et de plus coordonné, on arrive à avoir des temps d'échange. C'est comme ces deux jours où on a des temps de rencontres, d'échanges de pratiques, d'outils et de compréhension, que fait l'autre, comment tu le fais, comment faire des liens et créer des

passerelles entre une collectivité, une association de jeunesse juste à côté, un comité de jumelage. Il y a vraiment des choses à faire.

Je reprends un exemple sur un chantier international. C'était de la mobilité entrante avec des jeunes venus de l'étranger. Ils ont travaillé avec des jeunes du 41 sur un chantier de bâti, de restauration d'un mur. Les jeunes de la Mission locale du coin qui n'ont pas bougé se sont vus valoriser. Le jeune n'avait jamais fait visiter sa ville. Il ne connaissait pas sa ville. Il s'est transformé en devenant guide. Il a dû apprendre sur sa ville. Il a dû apprendre plein de choses sur l'histoire de sa ville, sur tel et tel monument. C'est très révélateur sur les effets indirects que cela peut avoir. Ce sont des effets très positifs sur les jeunes.

Frédéric PAIRAULT

Merci. Je note que les enjeux autour de l'estime de soi, socioprofessionnels et personnels, les déclics que cela peut créer, c'est un point particulièrement important. Aline, je vous donne la parole pour nous parler du MRJC et de notre question du jour.

Aline COUTAREL

Secrétaire nationale aux questions de formation et d'accompagnement des sections MRJC

Le MRJC, c'est le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne. C'est un mouvement, comme son nom l'indique. C'est une association nationale d'éducation populaire. C'est une association qui se dit politisée, c'est-à-dire pas politique, mais qui forme bien les jeunes à être politisés et à avoir une vision politique de leur environnement, de la société dans laquelle ils vivent, dans laquelle ils évoluent et ils font des choix. C'est une association rurale puisqu'on agit majoritairement en milieu rural, là où souvent il y a peu d'offres, en tout cas pour les jeunes. On a quand même des actions en ville pour les jeunes ruraux qui vont étudier en ville. C'est une association de jeunesse qui a la particularité d'être gérée et animée par des jeunes de 13 à 30 ans. Qu'on soit bénévole ou salarié, on ne peut pas avoir plus de 30 ans au MRJC.

C'est une des trois associations nationales de ce genre. C'est une association qui se dit chrétienne et laïque. J'explique, le MRJC vient de la JAC, la Jeunesse Agricole Catholique créée dans l'entre-deux-guerres. On se base sur des valeurs de solidarité et d'émancipation. On prône le développement de chacun, quelle que soit sa religion ou sa spiritualité. Peu importe la religion, ce n'est pas du tout un mouvement qui base ses fondements dans des jeunes chrétiens. Voilà pour dire qui on est. Je suis ici aujourd'hui parce que je suis la secrétaire nationale du mouvement. Il y a à peu près un an, je n'aurais jamais imaginé partir de mon Tarn natal pour habiter à Paris. Mais c'est la force du MRJC de faire aller des jeunes là où ils n'avaient pas imaginé aller.

Pour vous parler de mobilité, j'avais juste envie de vous raconter comment ça s'est passé pour mes cinq copains de terminale. Je trouvais que prendre ses copains de lycée ou de collègue, c'était un bon exemple pour voir comment les jeunes ruraux vivent la mobilité. Nous sommes des jeunes ruraux du Tarn.

Il y a :

- Mathilde, fille d'agriculteurs. A la suite du lycée, on était en ES, elle a fait Sciences Po Toulouse et elle est cadre dans une grosse entreprise à Paris depuis trois ans. Elle voyage plutôt à l'étranger. Elle a une mobilité étrangère plutôt touristique ;
- Lucie, fille d'assistante sociale et d'un artisan. Elle a fait de multiples licences à Toulouse aussi. C'est à peu près à une heure de chez moi, c'est le centre d'étudiants. Elle a été jeune fille au pair aux Etats-Unis. Elle a réussi à passer son concours d'histoire-géo, et aujourd'hui elle se retrouve également à Paris. Elle a

été mutée parce que jeune prof, donc mutée de force à Paris. C'est un peu compliqué. Quand on est sorti de force de son territoire, ce n'est pas facile ;

- je suis également fille d'agriculteurs. J'ai fait un DUT Carrière sociale dans un territoire voisin. J'ai fait un peu de boulot dans la région et des environs. Je voyage beaucoup seule ou en groupe. J'ai été appelée à être secrétaire nationale, j'habite donc à Paris pour trois ans ;
- Germain, fils d'instituteurs. Il a fait un BTS Menuiserie dans le département. Il a un gros engagement local qui l'amène à avoir des mobilités à l'extérieur, mais il a fait le choix de rester sur ce territoire parce qu'il lui convient. Il a été un peu sans emploi. Aujourd'hui, il a trouvé un petit boulot. Cette sociabilité lui convient ;
- Jordan, fils de salariés. Il a fait un BTS vente, il a trouvé du boulot, il a une gamine et il habite sur le même territoire. Par contre, pour lui, c'est vraiment une peur d'aller dans un autre département. C'est ce qui a fait qu'il n'a pas fait les projets qu'il avait quand on était en terminale, parce qu'il n'y avait pas la proposition d'études dans le département. Il avait trop peur de partir ailleurs, du coup il s'est restreint dans ses choix professionnels.

La question de la mobilité au travers des jeunes ruraux, on verra après avec les Ultramarins parce que c'est un public que je ne connais pas du tout, mais c'est une société qui va de plus en plus vite. Aujourd'hui, la mobilité est valorisée comme un capital culturel. C'est valorisé dans un CV, c'est valorisé dans plein de choses, d'avoir voyagé, de montrer qu'on a voyagé, de montrer qu'on a été ailleurs. On se pose la question à MRJC, si la mobilité géographique est vraiment un vecteur d'émancipation sociale ou c'est une injonction sociale. On la subit aussi, cette mobilité.

Le sociologue Nicolas Renahy présente la mobilité comme un capital socialisant et quand on n'a pas cette mobilité, ça peut poser des problèmes sociaux, de valorisation et d'emploi. Cette mobilité est souvent une injonction encore plus pour les jeunes ruraux, encore plus pour les Ultramarins, pour les jeunes des quartiers. On demandera rarement à un jeune habitant en centre-ville s'il a étudié ailleurs. Il y a moins d'injonctions. Chez nous, si tu n'as pas bougé de ton département, ça craint. Socialement, c'est quand même représenté comme ça.

On en a parlé tout à l'heure avec les deux précédentes interventions, les raisons de la mobilité. Pour moi, il y a la mobilité subie et la mobilité choisie. La mobilité subie, c'est quand les raisons de cette mobilité ne sont pas propres à la personne. Ce sont des injonctions suite à des peurs. Il y a l'argument de l'insertion économique et sociale, comme on l'a entendu avec l'emploi. Si tu n'as pas d'expériences ailleurs, tu ne trouveras pas de travail, donc tu seras au chômage. Il y a l'injonction éducative. Si tu restes sur le département, tu n'auras que l'offre de compétences qu'il y a sur ton département, donc tu ne pourras pas augmenter en compétences et trouver du travail. Il y a aussi des peurs familiales. Il faut que tu partes parce qu'il faut que tu t'émancipes.

Il faut que tu partes de toi-même et que tu vives ta vie d'étudiant. Il y a la peur qu'on appelle de contrôle social. C'est vrai qu'un jeune qui reste sur son territoire et qui ne fait rien, ça fait peur à la société. On va aussi encourager la mobilité parce que ça prouve qu'on est dans l'action. S'il y a uniquement ces arguments, on sera dans de la mobilité subie, on n'aura pas le choix. Par contre, si on prend la proposition de l'émancipation, c'est-à-dire que la mobilité n'est pas un but en soi, mais c'est bien un moyen d'atteindre l'émancipation, dans ce cas, la mobilité peut répondre à de multiples choses.

Pour en revenir sur mes copains et la différence avec la mobilité subie, pourquoi on subit. Aujourd'hui, avec l'éloignement des établissements scolaires ou de formation, l'éloignement des services, le peu d'emplois, le fait qu'avec les communautés de communes qui s'agrandissent, on a l'éloignement des pouvoirs, les jeunes sont obligés de partir. Faire des bornes et des bornes quand il faut aller à Pôle emploi régulièrement, quand il faut faire garder ses enfants, c'est compliqué, donc on va être obligé de partir du territoire où on est. Par exemple, cette mobilité subie, c'est typiquement ma copine Lucie.

Elle est obligée de partir à Paris puisque si elle veut faire son métier, elle a cette obligation. C'est un peu le cas de Jordan qui est resté sur le territoire. Il sait qu'il y a une mobilité subite, mais il ne veut pas la réaliser. Il a fait un choix de ne pas faire son projet professionnel souhaité. Il y a la mobilité choisie comme stratégie de vie où elle répond vraiment à l'émancipation personnelle.

Elle peut être non réalisée, comme le cas de Germain. Il a le capital culturel et financier pour partir, mais il a fait le choix, par son engagement, de rester sur son territoire et il y est bien. Cette mobilité peut être réalisée comme le cas de Mathilde qui a fait le choix d'une mobilité unidirectionnelle. Elle a prévu de vivre pendant très longtemps à Paris, c'était son projet depuis longtemps. Dans mon cas, je suis plutôt dans une multitude. Je compte passer trois ans à Paris, puis revenir sur mon territoire. On est dans différentes mobilités.

Pour finir, les aides financières aident à la mobilité, mais elles accompagneront quelqu'un qui est déjà prêt à se déplacer. Ça va juste lui faciliter la mobilité. Quelqu'un qui est loin de la mobilité, ce n'est pas l'argent qui déclenchera le cheminement inspiré spirituel ou intellectuel pour aller au-delà. C'est ce que font les associations. Elles essaient de débloquer ce côté mental de l'ailleurs.

J'ai repéré les quatre acteurs que rencontrent les jeunes au quotidien :

- le milieu familial. On voit que des jeunes qui ont le capital culturel avec des parents qui voyagent, qui lisent ou qui regardent des films qui parlent de l'ailleurs, ce sont des jeunes qui seront plutôt prêts à partir. Souvent les aides, ce sont eux qui les demanderont parce qu'ils ont déjà cette démarche. Ça va leur faciliter le départ ;
- le milieu scolaire. Je pense qu'il y a intérêt à ce que les établissements scolaires s'emparent de ces questions de mobilité, comment faire des séjours éducatifs pas juste pour acquérir des compétences, mais comment rencontrer l'autre, comment voir de nouveaux territoires, comment valoriser le parcours des uns et des autres. On est dans une France de plus en plus plurielle. Les jeunes ne viennent plus du même endroit, comment valoriser les parcours des uns et des autres, les cultures des uns et des autres, pour s'ouvrir à l'autre ;
- le milieu de l'éducation populaire dont je fais partie dans le CRAJEP. C'est comment organiser des séjours, des chantiers, pour solliciter les jeunes pour avoir une proposition différente. Chez MRJC, on pense que c'est un agissant en local qu'on partira mieux. C'est comment s'engager en local pour faciliter la mobilité ;
- le milieu politique qui est important parce qu'on peut créer des solutions de mobilité, des trajets en bus, mais si on ne consulte pas les jeunes, ils ne les prendront pas. Beaucoup de dispositifs en milieu rural sont mis en place, mais personne a consulté les principaux concernés. Du coup, ça ne marche pas. Je pousse les milieux politiques à s'intéresser et à voir au travers de l'éducation populaire ou des milieux scolaires, à rentrer en dialogue direct avec les jeunes du territoire.

Ce qui est important, c'est de réussir tous ensemble à mettre en place une situation propice au retour après mobilité. La mobilité n'est pas une fin en soi. Ça peut être un parcours, une expérience, mais quand on rentre, il faut qu'on soit accueilli et qu'on peut retourner chez soi. Je dis toujours qu'il est plus facile de partir quand on sait où revenir. Quand on ne sait pas, quand c'est compliqué de savoir d'où on appartient, c'est compliqué de partir. Quand on part, on demande souvent d'où tu viens. Cette question, d'où tu viens, est importante. Elle représente une identité. Si on ne sait pas, ça pose des problèmes.

Quand on revient, on revient avec cette ressource d'être allé ailleurs. On peut faire le choix de vivre, d'habiter, de travailler sur notre territoire, d'y agir, d'y décider. C'est ce qu'on prône au sein du MRJC, d'avoir des territoires ruraux vivants, qui ne restent pas tels qu'ils sont, mais qui sont mouvants, que les gens qui y sont s'y sentent, ont fait le choix d'y vivre et de s'y impliquer.

Pour finir, ça représente notre rapport d'orientation. Il s'appelle Oser, agir et transformer la société. C'est plus un état de la société via la position des jeunes ruraux. On a aussi fait sur 2009-2011, ça date un peu, mais on a travaillé sur la mobilité avec un festival qui s'appelle Le Festival des boussoles. Je vous ai ramené le résultat des recherches qui ont été menées au sein du MRJC. Si cela peut vous intéresser, j'ai d'autres documentations qui ont été faites à l'occasion sur les questions de mobilité de jeunesse. Merci.

Frédéric PAIRAULT

Merci beaucoup, Aline, pour votre intervention. Je crois qu'il y a beaucoup de choses qui vont se mettre en résonance avec l'intervention de Régis juste après. On pourra revenir sur cette question de la mobilité choisie et de la mobilité subie, mobilité émancipatrice ou liée à une injonction. On pourra aussi revenir sur le retour après la mobilité et sur l'expertise d'usage. Au CNAJEP et à l'ANACEJ, l'expertise d'usage des jeunes dans le cadre de la construction d'une politique publique nous semble prioritaire. Il y a quand même un enjeu sous-jacent à tout ce que vous dites, c'est l'aménagement du territoire, comment on imagine l'aménagement de son territoire, quelle que soit sa taille. Avec nos nouvelles grandes et immenses régions, est-ce qu'on va faciliter la mobilité ou est-ce qu'au contraire, on va enfermer un peu plus les gens là où ils sont. Régis, je vous laisse la parole.

Régis PERROT

Directeur territorial LADOM Auvergne, Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté

Merci. Je suis Régis Perrot. Je suis directeur territorial de LADOM pour la région Auvergne Rhône-Alpes et la Bourgogne Franche-Comté également. Je vais prendre le temps de vous présenter LADOM. LADOM travaille exclusivement sur les publics qui viennent d'outre-mer. Peut-être que vous les rencontrez puisqu'on les fait venir. Il peut vous arriver de les rencontrer dans le cadre de vos différents métiers. Nous sommes l'opérateur de l'Etat pour la mobilité. Nous sommes donc un des opérateurs majeurs de la mobilité pour les Ultramarins. Nous sommes un établissement public administratif depuis 2016. Avant, nous étions une société d'Etat. On était l'ex-ANT dont vous avez peut-être entendu parler. On est devenu un établissement public administratif, on est installé dans les locaux du ministère de l'Outre-mer à Paris. On a des unités territoriales en outre-mer, dans tous les départements d'outre-mer.

Quelquefois, on est représenté au sein des directions du travail quand on n'a pas de Direction. On est sur six grandes régions en métropole. Le cœur de métier de l'ANT, la mobilité étant un moyen, c'est la qualification, la professionnalisation et l'insertion des jeunes et des moins jeunes d'ailleurs, mais principalement des jeunes, dans un emploi. On travaille également sur la mobilité des étudiants puisque l'appareil universitaire outre-mer étant limité, les étudiants d'outre-mer viennent fatalement dans les universités de la métropole. On intervient sur le transport. On intervient également sur l'aide à la continuité territoriale. Il est important, pour les Ultramarins, de garder un lien avec la métropole, notamment avec leurs familles installées en métropole. On contribue à subventionner les billets de transport dont les coûts sont généralement assez élevés en ce qui concerne l'outre-mer. Voilà donc nos trois missions.

La mission originelle, ce qu'on appelle le passeport Mobilité Formation. Ça consiste à identifier des jeunes d'outre-mer qui font état d'un projet professionnel et qui ne peuvent pas le réaliser du fait que l'appareil de formation soit saturé localement et aussi du fait que les taux de chômage outre-mer, notamment pour les jeunes, sont extrêmement élevés. On est dans ce que vous rappeliez la mobilité imposée, contrainte, c'est-à-dire subie. Il n'y a pas tellement d'autres issues que d'envisager une mobilité. Comment ça se passe parce

que tout cela est coûteux pour l'Etat et pour les collectivités d'outre-mer avec lesquelles on travaille ?

On vise à sécuriser les parcours. Ce n'est pas seulement une question d'argent, mais c'est quand même beaucoup d'argent. La mobilité pour la formation professionnelle et l'insertion représente 34 millions d'euros chaque année. La continuité territoriale représente 5 millions d'euros. Les étudiants représentent 17 millions d'euros. Ce sont des engagements assez importants. Il s'agit de sécuriser. On ne fait pas venir les personnes pour les faire venir. LADOM n'est pas un tour-opérateur. Vous parliez d'insertion. L'insertion professionnelle va également permettre l'insertion sociale, et bien souvent en métropole.

Identifier les jeunes, comment fait-on cela ? LADOM, ce sont 130 salariés répartis dans le monde entier. On n'est pas extrêmement nombreux. Ça consiste à identifier les publics, à les préparer. Tout cela se fait outre-mer, mais on ne peut pas le faire seul. La notion de partenariat est vraiment essentielle et fondamentale.

Nos partenaires principaux sont :

- les missions locales évidemment qui existent outre-mer ;
- le Pôle emploi ;
- le service militaire adapté ;
- diverses associations qui peuvent contribuer à nous orienter des jeunes.

LADOM vérifie que le projet du jeune est réaliste et viable. Par contre, quand on rencontre un jeune qui ne serait pas tout à fait prêt pour engager une mobilité, je vous parle de l'intervention de nos collègues d'outre-mer, il est orienté vers des structures locales qui vont le préparer. J'ai longtemps travaillé à Mayotte par exemple. A Mayotte, la majorité des gens, au quotidien, parlent le kibushi, le swahili, des dialectes. Le français n'est pas la première langue parlée. Il faut absolument vérifier tout ça parce que si un jeune arrive en parlant le Kibushi, il aura du mal à s'intégrer. Tout un travail de préparation d'orientation se fait en amont.

Nos collègues d'outre-mer mettent les jeunes dans les avions, mais il ne s'agit pas de faire arriver les jeunes qui viennent de loin. Il y a des différences culturelles qui peuvent être assez importantes suivant les origines. Il ne s'agit pas de lâcher le jeune dans la nature. LADOM en métropole — je suis responsable de deux régions d'accueil — veillent à ce que le jeune soit accueilli. Le jeune est accueilli à partir de son arrivée à l'aéroport. Il est accompagné jusqu'à une gare généralement où il prend un train. Il est accueilli lorsqu'il arrive en région. Il sera accompagné tout au long de son parcours de formation. Il disposera d'une conseillère référente. Encore une fois, il y a tout cet aspect intégration en métropole qui est pris en compte.

Chose importante, c'est le logement, parce que la mobilité sans logement, ce n'est pas réaliste. Evidemment, il nous faut, en amont, trouver des logements pour accueillir les jeunes. C'est pour ça qu'on a un lien fort avec l'éducation populaire. On travaille beaucoup avec les FJT. Nos jeunes se retrouvent souvent dans les FJT. Ce sont des structures qu'on considère vraiment très adaptées pour nos publics dans la mesure où l'on ne se contente pas de mettre le jeune dans une chambre. Il y a toute une prise en charge d'animation et d'accompagnement qui facilite réellement l'insertion. LADOM seule ne peut rien faire.

LADOM a des moyens, mais le challenge pour que les choses réussissent, c'est de mettre en mouvement des partenariats. Le travail de LADOM est très large. Il intervient sur la formation, l'emploi, le logement, l'accompagnement social. Des fois, on n'a pas besoin parce que vous avez des personnes très autonomes qui viennent d'outre-mer. On entend à peine parler, tout se passe bien pour eux, ils valident généralement leur diplôme, ils trouvent un emploi. Là, on n'a rien à faire. Par contre, les personnes qui vont nous occuper pas mal, ce sont celles qui auront plus de difficultés. C'est là qu'on déploiera un accompagnement renforcé.

Je parlais de sécurisation. Faire venir quelqu'un d'outre-mer pour le voyage, ce n'est pas ce qui nous intéresse. Il faut donner du sens. De plus en plus, on essaie de travailler avec les entreprises en amont. C'est une grosse partie de mon travail de développement. Je vais voir les entreprises et j'essaie de vendre des Ultramarins. Je l'ai récemment fait avec des entreprises dans l'industrie à Besançon, type PSA, etc. Je le fais en ce moment avec General Electric à Belfort. On vient de le faire aussi avec La Poste avec un certain succès. On a monté une opération de recrutement pour des facteurs qu'on a fait venir en métropole sur un module préparatoire.

Pour les entreprises, il est difficile, même par le biais de visioconférence, de recruter des personnes sans les voir. Quand on travaille sur des contrats de professionnalisation ou d'apprentissage, on est sûr de l'emploi. La personne devient salariée de l'entreprise. Il n'est plus stagiaire de la formation professionnelle, où là on peut avoir un peu plus de tolérance. Les jeunes viennent sur des contrats sur des modules préparatoires. Ce sont des projets qu'on monte avec l'AFPA. Ça leur donne un statut pendant quelques mois, le temps qu'ils soient mis en relation avec des entreprises qui, auparavant, ont été sélectionnées. Le jeune se met en relation avec les entreprises.

En l'occurrence, on a fait venir 16 jeunes. Je vous parle de cet exemple récent avec La Poste. Sur les 16, 15 ont signé un contrat d'apprentissage. On considère que ce sont de très bons résultats. Pour la seizième, il y a toujours des plans B, vous parlez de retour tout à l'heure, on n'abandonne personne. Les gens qui viennent ont toujours la possibilité de demander leur billet retour outre-mer pour une raison ou une autre. Ils peuvent repartir. Ce n'est pas un aller simple. Il y a aussi le retour.

Pour ceux qui visaient un contrat d'apprentissage et qu'ils ne l'auraient pas atteint, on leur propose des solutions par le biais de la formation continue pour les demandeurs d'emploi. Voilà en gros l'activité de LADOM. On travaille aussi sur des formations plus traditionnelles de formation continue. Dans la mesure où l'appareil de formation est saturé dans le domaine ou il n'existe pas, parce que beaucoup de choses n'existent pas dans les DOM, on prend le relais en métropole. La mobilité pour ces personnes qui viennent d'outre-mer, c'est vraiment la seule issue pour s'insérer dans la vie.

Frédéric PAIRAULT

On aura l'occasion d'échanger et de poser des questions. Sur la question du retour, on comprend bien la démarche d'accompagnement, de formation, de recherche d'emploi, de pré-professionnalisation. Une fois que les compétences sont acquises ou parce que sur le territoire ultramarin où les jeunes habitaient, il n'y avait pas l'offre de formation nécessaire ou pas les emplois. Comment le retour se passe ? Est-ce qu'il est prévu ? Est-ce qu'il est facilité ? Encouragé ?

Régis PERROT

Il est prévu. Quand le jeune vient en métropole, il y a toujours le retour dans le package. Il n'y a jamais d'aller simple. Je l'ai fait récemment avec la Guyane et avec d'autres DOM, mais la Guyane, c'était un peu particulier. En Guyane, il y a une grande zone de forêt. Il y a des moustiques, des serpents, c'est un peu compliqué.

Frédéric PAIRAULT

Il y a de l'or, Ariane.

Régis PERROT

Il y a aussi de l'or. Pour travailler dans ces climats, il faut vraiment des gens du cru. Il y a eu un grand projet de développement de la fibre optique dans les DOM. Par contre, il n'y avait pas de gens formés pour développer la fibre optique dans la forêt, Saint-Laurent du Maroni, Maripasoula, Saint-Georges de l'Oyapock. Je ne sais pas si ces îles vous disent quelque chose. On est venu les former en Auvergne justement où la CCI d'Aurillac est très

performante sur ce registre puisque c'est le centre national de formation de la fibre optique, dans l'idée d'un retour au pays. LADOM s'inscrivait plus dans une action de contribution économique au développement du territoire.

On a de multiples exemples comme ça. Quand je parle de sécurisation, on essaie de le relier à l'emploi. On craint que le jeune vienne, qu'il fasse une formation et qu'il se retrouve sans rien. C'est pour ça qu'on essaie de travailler directement avec les entreprises. Il y a des freins, comme le choc climatique. Un Wallisien qui débarque en plein hiver à Aurillac ou dans ces zones, il peut vite avoir une chute de moral. On a cinq conseillères. Le territoire va de Belfort à Aurillac, Sens, Annecy. On ne peut pas être partout à la fois. C'est pour ça qu'on s'appuie assez souvent sur des mouvements d'éducation populaire avec lesquels on aura fait un travail en amont.

Frédéric PAIRAULT

Je ne sais pas si Aline pourra nous parler du choc climatique quittant le Tarn pour arriver à Paris, notamment pendant cet été pourri. On va vous donner la parole, voir si vous avez des questions à poser à nos intervenants, des réactions ou des interventions à faire. Nous allons prendre deux ou trois questions et faire des réponses.

Echanges avec la salle

Lucie LAFOLLY, coordinatrice enfance jeunesse au sein d'une petite communauté de communes rurales

J'aimerais plus parler de ma casquette jeune en réaction à l'intervention d'Aline Coutarel, qui m'a beaucoup fait réagir par rapport à cette question de mobilité subie et cette question du retour. Pour ma part, j'ai un peu fait les choses à l'envers. Je suis une jeune issue du monde rural. J'ai fait une mobilité vers la ville et j'ai choisi, pour ma carrière professionnelle, de me diriger vers le monde rural, ce qui est un cheminement à l'envers. J'ai constaté que dans le cadre de mon travail, la mobilité est quelque chose sur laquelle on réfléchit beaucoup pour les jeunes, mais comme une fin en soi, alors que ce devrait être un moyen. On fait une mobilité qui va se concentrer vers des grandes villes, vers des lieux précis, c'est pareil pour les Ultramarins j'imagine.

Je ne dis pas que les jeunes qui ne font pas de mobilité ne sont pas des jeunes dynamiques et innovants. On se retrouve avec toute une catégorie de jeunes qui ont effectué ces mobilités, qui ont peut-être fait des études, se sont ouvert l'esprit et se retrouvent tous dans les grandes villes. Du coup, dans le monde rural et en outre-mer, ce sont des milieux qui sont délaissés. C'est un peu dévalorisant pour les jeunes qui restent sur place qui n'ont pas bougé, ne sont pas allés en ville. Il faudrait peut-être plus voir la mobilité comme un moyen d'ouverture psychologique et culturel, mais il faut aussi penser au retour sur ces territoires. Comment donner envie à ces jeunes de s'investir sur leur territoire d'origine ou pas, peut-être sur un autre territoire rural, et ne pas accentuer la désertification de ces territoires.

Frédéric PAIRAULT

D'autant qu'on peut être outre-mer et rural en plus. C'est possible. Il y a beaucoup de ruralité aussi en outre-mer.

Alain NERON, Conseil départemental du Cher

Je suis en charge du schéma départemental enfance-adolescence-famille. Je coanime le REAAP, le réseau parentalité. Actuellement, on est en train d'élaborer un travail autour du réseau des acteurs jeunesse qui font partie des éléments prioritaires sur les

collectivités. J'ai plusieurs remarques. La première, c'est quand on parle de mobilité à l'étranger, l'international, régional, mais la réalité, c'est aussi sur un quartier, voire un quartier qui se trouve être séparé par une route importante, nationale, ou simplement passer dans un autre quartier ou au nord de ce quartier, ce n'est pas possible. Culturellement souvent, car il y a une histoire qui fait que ça ne se passe pas comme ça. Il faut s'interroger sur la manière d'intervenir par rapport à ça.

Des démarches sont en général mises en place par des équipements types centres sociaux, mais je pense que la mobilité commence aussi par ça. Il faut l'envisager à un échelon plus important, certes, mais pour certains jeunes — ça peut être lié aux jeunes eux-mêmes ou à l'environnement familial bien évidemment — mais ça commence comme cela la mobilité. Tout à l'heure, la personne parlait de découvrir sa ville, son quartier, je pense que c'est un élément important.

Ma deuxième remarque concerne les élus. On travaille beaucoup en lien, sur notre département à dominante rurale, avec les élus dans le cadre des Projets Sociaux de Territoire ou même du Réseau des acteurs jeunesse. Effectivement, les élus se posent la question des jeunes qui ont une forme « d'inactivité » perçue par les élus. Les jeunes qui disent que rien ne leur plaît sur ce territoire, qu'est-ce qui nous retient sur ce territoire, si on allait voir ailleurs. En même temps, ils aimeraient y revenir. Qu'est-ce qu'on projette par rapport à ce territoire ? Chez nous, les élus sont dans cette réflexion, de s'interroger au-delà de la mise en place de dispositifs ponctuels, de ramassage, de covoiturage, c'est aussi comment encourager cette mobilité au niveau des politiques et comment envisager le fait que les jeunes aient envie de revenir dans leur territoire, peut-être mieux se l'approprier, peut-être mieux y développer des choses. C'est vraiment quelque chose qui est d'actualité chez nous.

Frédéric PAIRAULT

Une autre question ou interventions ? Je peux redonner la parole à Aline par rapport à l'intervention de Madame, et Damien pour l'intervention de Monsieur.

Aline COUTAREL

Je vais tutoyer. Tu n'es pas du tout à l'envers des jeunes ruraux. Tu es plutôt dans une certaine cohérence des jeunes ruraux. C'est ce qu'on observe dans notre mouvement. Enormément de jeunes ruraux ont la volonté de revenir vivre sur leur territoire rural, pas forcément le leur, mais en tout cas c'est une volonté assez forte. On a fait plusieurs études auprès de 7 000 jeunes et c'est quelque chose qui ressort fortement, moi la première et on est beaucoup dans ce cadre-là. En effet, c'est dans ce cadre qu'on arrive à créer de l'activité sur les territoires, c'est quand on est allé voir ailleurs et on revient avec cette ressource. Je pense que c'est pareil avec ce que vous disiez sur les DOM-TOM. C'est pareil, comment s'enrichir, peu importe où, et revenir pour enrichir son territoire. C'est la question que vous posez, ce qui nous retient à ce territoire.

Souvent, si rien ne nous retient, soit on choisit la ville, soit on choisit un autre territoire rural. L'enjeu qu'on donne aux MRJC, on a des équipes de jeunes sur des communautés de communes et des communes qui créent de l'action, un ciné-débat, partir en camp. C'est en s'engageant sur nos territoires. Des mairies commencent à créer des collectifs citoyens avec des jeunes. Si les jeunes, avant de partir en mobilité, se sentent intégrés, compris, se sentent prendre part aux décisions de leur territoire, ils vont y retourner. S'ils sentent que personne ne s'intéresse à eux, et qu'en plus, il n'y a pas d'emploi, c'est sûr qu'ils ne reviendront pas. Pour moi, tout l'enjeu des territoires ruraux, je pense aussi des DOM-TOM, c'est vraiment d'avoir une action en amont sur l'action.

C'est ce qu'on disait, il faut arrêter de voir négativement un jeune qui n'a pas eu de mobilité. Je donnais l'exemple de Germain. Il n'a pas de mobilité, mais c'est quelqu'un qui est hyper épanoui, hyper investi sur son territoire, et qui peut-être agit plus en faveur de la société qu'il souhaite que quelqu'un d'autre en mobilité, sur son territoire familial, sur son

territoire de vie, sur un autre territoire parce qu'il y a ses copains, et au final, il n'agit quasiment nulle part.

Frédéric PAIRAULT

Et il a un meilleur bilan carbone.

Françoise DORE

Il y avait plusieurs choses. J'ai l'impression qu'on voudrait développer un cercle vertueux à la mobilité. Je pense qu'on se plante complètement. C'est pour cela que tout à l'heure, je resituais le sens qu'on donne au fait de partir. Tu l'as très bien décrit. Il y a de la ressource et des potentiels qu'on peut trouver sur son territoire, sans avoir besoin d'aller les chercher ailleurs. Ce que je décrivais à travers un certain nombre d'actions que mènent les associations de Cotravaux, c'est que parfois le fait de quitter le territoire, alors qu'on a cette route qui traverse deux quartiers et qu'on ne va pas franchir la route, peut-être que l'ailleurs, au retour, fait qu'on va franchir la route. C'est pour cela que je parlais de mobilité psychologique, ce n'est pas que du géographique. Pour certains d'entre nous les jeunes, j'aurais tendance à dire les moins jeunes aussi, il y en a qui n'ont peut-être pas assez vécu. L'ailleurs, c'est aussi la confrontation à l'autre.

C'est le fait de prendre conscience des différences, et de ne pas voir les différences comme quelque chose qui font que ça ne va jamais bouger, c'est comme ça et on n'y peut rien. Au contraire, parce qu'on s'est frotté à une altérité, à des différences et qu'on a trouvé que ça pouvait enrichir, élargir le prisme, le raisonnement et la réflexion, quand on revient, non seulement on franchit la route, et peut-être qu'on aide d'autres à franchir la route avec nous. Le retour a son importance. Il faut faire attention de ne pas trop charger la barque, même s'il y a des projets de type ambassadeur, tout jeune qui a fait ce voyage ou toute personne qui a fait cette mobilité revient et forcément devient un pionnier sur son territoire. En même temps, comment il enrichit, tu l'as très bien dit.

Tu peux aussi te dire que tu arrives avec quelque chose de plus, que ce que tu voyais comme intangible, tu as envie de le faire bouger. Tu arrives avec une force de proposition et peut-être que l'expérience vécue ailleurs permettra de faire bouger les choses, d'évoluer, de s'impliquer. Parfois, dans d'autres expériences de mobilité internationale, certains ont besoin d'avoir ce cheminement pour avoir le déclic qui va faire qu'on va changer la donne à son retour, alors qu'on ne l'aurait pas imaginé avant.

Damien JOGUET

Sur la mobilité subie, c'est important de resituer la chose. L'injonction vient aujourd'hui parce qu'il y a plus de politiques publiques qui le mettent en place. D'intégrer cela, c'est un peu à la mode. C'est aussi dans des perspectives où on parle beaucoup de citoyenneté européenne. Il y a des enjeux politiques derrière. Il y a des choses sous-jacentes. En même temps, il est important de donner l'opportunité à des jeunes qui diraient d'avoir envie et être prêt à le faire, d'y avoir accès. On n'a pas tous les mêmes compétences migratoires, les mêmes bagages, le même héritage immatériel. On n'a pas tous voyagé avec nos parents ou en voyage scolaire. Je le vois plus dans cet ordre, ça peut permettre des choses. Sur les territoires, c'est primordial. Tout le travail du MRJC est énorme là-dessus, de faire vivre des choses.

On ne part pas pour faire quelque chose, on part pour s'enrichir, découvrir. La fuite en avant, c'est parfois une possibilité parce qu'on n'est pas bien ici, parce qu'on n'a pas de boulot. L'état psychologique n'est pas le même. Quand on part pour s'enrichir en se disant, je vais revenir sur mon territoire et je m'impliquerai. On le sait inconsciemment ou consciemment, ce n'est pas toujours le cas. Se dire que des choses existent sur son territoire ou se dire qu'on pourrait développer ça chez soi. Il y a ce côté qui a un intérêt. L'accompagnement dans le franchissement d'une route nationale ou le périphérique, c'est un travail à faire avec les acteurs locaux. C'est une vraie question. C'est toujours dans cette démarche de s'émanciper. Ce sont aussi des enjeux, mais à différentes échelles.

Régis PERROT

La mobilité dans l'idée d'un retour sur le territoire d'origine, c'est vraiment une énorme plus-value. Il est vraiment avéré. Par exemple, sur le marché de l'emploi entre quelqu'un qui fera un BTS comptabilité localement et un qui l'aura fait par le biais de l'alternance en métropole, qui aura travaillé quelques années en métropole et qui retournera dans son territoire, il sera assurément recruté en priorité. Par rapport à la mobilité, j'envisage de plus en plus de proposer des projets de mobilité vers des villes moyennes, des villes à taille humaine.

Quand on envoie des gens à Paris, à Lyon, alors que nous avons absolument besoin de logements, on se retrouve avec un parc de logement complètement saturé, on propose des choses chères généralement, vraiment des fois un peu vétustes. J'ai même un peu honte, mais je n'ai pas d'autre solution. Alors que quand je travaille à Aurillac par exemple, il y a le FJT qui est tout à fait convenable. Quand on va à Limoges, Belfort, Besançon, Dijon ou Clermont-Ferrand, ce type de villes à dimension humaine, je trouve que l'intégration par la mobilité se fait beaucoup mieux, déjà parce qu'on retrouve des interlocuteurs moins speedés, moins saturés. C'est une constatation que je fais. Si je compare ce type de villes aux villes comme Lyon ou Paris, où là on se retrouve perdu dans une jungle de béton, comme disait Johnny Weissmuller.

Frédéric PAIRAULT

En tant que parisien un peu speed, je vais faire attention au temps.

Jacqueline ATTELLY, directrice des interventions sociales, Baie-Mahault (30 000 habitants), Guadeloupe.

Je voulais réagir par rapport à ce que vous dites, Régis Perrot. Je ne suis pas trop d'accord avec vous quand vous dites qu'un jeune qui prépare un BTS comptabilité en métropole est mieux formé que celui qui reste en Guadeloupe. Je ne suis pas très sûre de cela.

Régis PERROT

Il y a des différences de niveau entre certains DOM. J'ai une grosse expérience.

Jacqueline ATTELLY

Je vous l'accorde. Effectivement, quand nos jeunes choisissent le parcours avec LADOM, ils ne le subissent pas, ce n'est pas une mobilité subie, c'est vraiment une mobilité choisie. Ils estiment ne pas avoir de réponse sur place et ils veulent aller vivre une autre expérience à l'extérieur. C'est vrai qu'ils sont confrontés à ce choc géographique, choc climatique, et le choc culturel. Certains réussissent le parcours, ils vont jusqu'à la formation, voire trouvent du travail sur place. Après, ils souhaitent retourner. Le chômage chez les jeunes en Guadeloupe représente près de 60 %.

A Baie-Mahault, malgré le fait que nous avons sur nos territoires la zone économique la plus importante au niveau de la Caraïbe, c'est quand même 30 %. Il n'y a pas forcément de réponse à tous les jeunes qui reviennent. L'observation que je peux faire au niveau de la mobilité, c'est peut-être réfléchir à la mobilité interrégionale et la mobilité au niveau de la Caraïbe. Ce qui pourrait répondre à ce choc culturel, puisqu'ils pourront rester dans la même zone géographique. C'est une invitation que je fais, réfléchir sur cette ouverture au niveau de la Caraïbe.

Frédéric PAIRAULT

Je vais vous donner la parole. Ça me semble un enjeu important sur les zones régionales. J'ai l'expérience entre Mayotte et La Réunion, mais aussi avec la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Il y a des difficultés. Il est parfois plus simple d'aller en métropole que d'aller de Martinique et de Guadeloupe vers la Guyane. Ça coûte moins

cher d'aller en métropole. Il y a des incohérences comme cela. Quant aux Mahorais pour venir à La Réunion, ce sont encore d'autres enjeux liés aux questions migratoires qui font qu'on ne facilite absolument pas le déplacement des jeunes Mahorais vers La Réunion. C'est une grosse difficulté pour eux de se saisir de cet outil de mobilité.

Régis PERROT

Il y a aussi la prise en compte de la politique des collectivités territoriales, notamment la Guyane voisine de la Guadeloupe. En Guyane, la région aime bien revoir ses jeunes revenir sur son territoire, alors qu'à la Réunion, c'est impossible. Il y a presque un million d'habitants en Réunion.

Frédéric PAIRAULT

C'est plus peut-être ?

Régis PERROT

Ça a peut-être passé le million. Ce n'est pas possible de trouver des solutions pour tout le monde. La mobilité avec la Guadeloupe, c'est mon collègue que vous connaissez peut-être qui l'organise, je crois qu'il y a de la mobilité sur le Québec qui se fait. Sur la zone Caraïbe, ça ne se fait pas encore, mais je crois que c'est à l'étude, de même que dans l'Océan Indien, une mobilité régionale se fait.

Frédéric PAIRAULT

Beaucoup de Réunionnais vont en Afrique du Sud par exemple, ça se fait beaucoup, en Australie, mais entre Mayotte et La Réunion, ça ne se fait pas. Il est 13 heures. Il est l'heure d'aller déjeuner. Je vous remercie de votre participation. Il fait un petit peu moins froid qu'au début. On a réussi à réchauffer l'atmosphère. Merci à nos intervenantes et à nos intervenants. On se retrouve à 15 heures pour les prochains ateliers participatifs.